



Parcours de la première génération de leaders politiques en Casamance : affirmation identitaire et luttes politiques au Fuladu¹ (1946-1958)

Mouhamadou Moustapha Sow*

Résumé

Cet article se propose de retracer le parcours et les luttes politiques de trois figures pionnières de la scène politique du Fuladu (Casamance). Il s'agit, en l'occurrence, d'Amadou Lèye Diop dit « Diop Michel », Yoro Kandé et Demba Koita, tous membres de l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS). Ils jouèrent un rôle de premier plan dans la vie politique du Fuladu de 1948 à 1958. Parmi les facteurs les plus déterminants qui expliquent leurs trajectoires, nous pouvons retenir l'école coloniale et l'héritage familial. Dans notre étude, nous chercherons à comprendre comment ces deux facteurs ont forgé différemment l'itinéraire professionnel et politique de chacun de ces trois leaders et déterminé le jeu de positionnement dans les différentes instances délibératives et représentatives à l'échelle locale et nationale.

Mots clés : Fuladu, Elites, Colonisation, Ethnicité, Ecole, Casamance, Sénégal

Abstract

This article retraces the life and political struggles of three pioneering figures of the political scene in the Fuladu (Casamance). They are Amadou Lèye Diop nicknamed "Diop Michel", Yoro Kandé and Demba Koita; all members of the Senegalese Progressist Union (UPS). From 1948 to 1958, they played key roles in the political life of Fuladu. Among the most central factors that explain their itinerary, one can retain colonial schooling and family heritage. This study aims to comprehend how these two factors have, in different ways, framed the political and professional career of each of these three leaders, and how these in turn have determined their positioning strategies in various deliberative and representative spheres at the local and national levels.

Key Words: Fuladu, Elite, colonization, Ethnicity, School, Casamance, Senegal

* Enseignant-chercheur Département d'Histoire Université Cheikh Anta Diop de Dakar.
Email : 2moustaphasow@gmail.com, mouhamadoumoustapha4.sow@gmail.com

Introduction

La période qui suivit la fin de la Seconde Guerre mondiale fut caractérisée par une rapide accélération des réformes institutionnelles et des libertés dans les territoires sous domination coloniale française (Benoist 1994 ; Roche 2001). Au Sénégal comme dans le reste de l'Afrique Occidentale Française (AOF), la proclamation de la nouvelle constitution, qui adoptait l'Union française, la loi Lamine Guèye et la mise en place d'assemblées territoriales suscitèrent un nouvel engouement pour la vie politique et électorale. Pour preuve, entre 1945 et 1958, neuf consultations à caractère général se tinrent au Sénégal (Atlan 2001:135). Les nouvelles élites scolarisées, répondant à la dénomination d'« évolués » et composés de fonctionnaires, d'instituteurs et de syndicalistes de plus en plus nombreux, supplantèrent progressivement les chefs de canton et les chefs coutumiers et s'engagèrent dans la bataille pour la représentation des populations dans les nouvelles instances délibérantes.

Au Sénégal, la bipolarisation de la vie politique incarnée par le Bloc Démocratique Sénégalais (BDS) de Léopold Sédar Senghor, d'une part, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) de Lamine Guèye, d'autre part, trouva son prolongement au Fuladu. Mais sur le plan local, la compétition politique, au-delà de l'opposition BDS/SFIO, révéla une lutte farouche entre les protagonistes du nouveau parti de Léopold Sédar Senghor.

Cet article essaie ainsi de retracer les trajectoires politiques de trois figures pionnières de la vie politique moderne au Fuladu. Il s'agit principalement de Amadou Lèye Diop dit « Diop Michel », Yoro Kandé et Demba Koita. Après avoir présenté l'itinéraire familial et scolaire de ces trois figures ainsi que le rôle joué par le commerce et la scolarisation² dans la formation et l'affirmation de cette nouvelle élite dans l'arène politique locale, nous mettrons l'accent sur les diverses stratégies mises en place à l'occasion des différentes compétitions électorales entre 1952 et 1958 pour l'occupation des différentes instances délibératives et de représentation des populations. Nous essayerons d'articuler enfin cet engagement politique, dans un combat plus général de l'affirmation de la Casamance dans le champ politique sénégalais à la veille de l'indépendance³.

Des itinéraires croisés et complémentaires

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, se développa une prise de conscience collective à l'échelle de la colonie du Sénégal. En effet, l'activité des forces politiques sénégalaises s'accéléra à partir de 1944 et atteignit son point culminant en 1946 avec l'introduction d'une série de réformes sociales, politiques et institutionnelles qui touchèrent à la fois le Sénégal

mais l'ensemble des territoires sous domination coloniale française (Benot 1989 :54 ; Beoist 1994 :32).

En Casamance, intervient, en 1944, une réforme administrative qui fit de Ziguinchor l'unique cercle de la Casamance comprenant sept chefs-lieux de subdivision : Ziguinchor, Oussouye, Bignona, Sédhiou, Kolda et Vélingara. Cette réforme administrative ouvrit davantage le champ politique casamançais et accéléra, en même temps, le renouveau du personnel politique. L'action des conseillers généraux censés représenter les populations casamançaises et dont la plupart n'étaient pas originaires de la Casamance et des chefs de canton fut de plus en plus contestée par une nouvelle élite politique issue de la petite bourgeoisie commerçante, des fonctionnaires et notamment des instituteurs. L'irruption de cette dernière catégorie socioprofessionnelle dans le champ politique fut largement facilitée, à partir de l'année 1947, par l'avènement sur la scène politique locale du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (Roche 2017 ; Manga 2012 ; Awenengo 2004).

Jusqu'en 1950, l'activité politique dans les subdivisions de Kolda et de Vélingara fut globalement peu dynamique. Selon un rapport du chef de subdivision de Vélingara, A Pinel, « la vie politique de la subdivision ne demande pas de commentaire particulier. La population composée en majorité de cultivateurs demeure calme, ne s'intéressant d'une manière générale qu'à ce qui la touche assez près : cultures, vivres, femmes. La politique n'a pas encore pénétré dans cette brousse et il semble qu'elle ne soit pas encore sur le point de s'y instaurer » (ANS, 2G50-106). Le paysage politique était marqué par la présence de trois forces politiques d'importance très inégale. Il s'agit de la SFIO représentée par les commerçants Lamine Ba et Abdoulaye Diallo et qui domina l'arène politique à Kolda et Vélingara jusqu'en 1951, puis du Bloc Démocratique Sénégalais (BDS) dirigé par Amadou Diop dit « Diop Michel » et du Regroupement Démocratique Africain (RDA) représenté par un médecin vétérinaire, Handane Baba. Il s'y ajoute le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) qui se trouvait être une organisation très influente à caractère régional, représenté à Kolda par l'instituteur Yoro Kandé. À la fin des années 1950, suite à un processus de recomposition politique, survint Demba Koita, secrétaire des Greffes, en remplacement de Amadou Michel Diop.

Amadou Lèye Diop dit « Diop Michel » : du commerce à la politique

« Diop Michel⁴ », de son vrai nom Amadou Lèye Diop, était issu d'une famille maraboutique et commerçante. Il naquit vers 1898 à Bouno, en Moyenne Casamance (actuel département de Sédhiou). Très peu porté sur les études, Amadou Lèye Diop s'orienta vers le commerce et mit à profit

le réseau de contact que son père, Sasoum Lèye Diop, avait noué avec les responsables des maisons de commerce établis à Ziguinchor et à Kolda. Il investit, très tôt, dans le commerce et l'élevage et pratiqua la culture du mil et de l'arachide. Grâce aux rendements de ses multiples activités économiques et commerciales, Amadou Lèye Diop acquit une notoriété et un capital relationnel très importants auprès des populations et des chefs de canton. Il n'est pas dès lors surprenant que l'autorité coloniale le présenta comme « un commerçant aisé à Kolda, où il y est établi depuis plusieurs années » (ANS 20G11 (144) 1952). Cette réputation de grand commerçant disposant d'une clientèle à la fois nombreuse et fidèle⁵ prépara son entrée sur la scène politique casamançaise.

Sur le plan politique, ses débuts furent un peu difficile eu égard à la toute-puissance de l'aristocratie traditionnelle et des chefs de canton dans les années 1940. « Diop Michel » n'eut pas, ainsi, les mêmes succès avec le commerce. Dès le départ, il fut candidat malheureux de la SFIO aux élections du Conseil général en 1946 avant de militer au BDS de Senghor grâce aux conseils de son ami le docteur Gabriel Carvalho. Il relégué Ahmadou Lamine Ba au second plan et se positionna rapidement comme le représentant légitime de ce parti à Kolda. En 1952, Amadou Lèye Diop fut élu conseiller territorial de Kolda (ANS, 20G68 (17) 1952). Grâce à l'influence des élus MFDC et à son poids politique dans la subdivision de Kolda, il fut élu membre de la commission des travaux publics. Mais Amadou Lèye Diop, qui avait le sens des affaires, eut une carrière politique brève (Kandé 2006) en raison des démêlés qu'il eut avec la justice. Il fut impliqué dans le détournement des fonds d'une coopérative⁶. Dans un télégramme officiel, le gouverneur du Sénégal informe son supérieur : « *Je vous rends compte que par jugement du 14 janvier 1955 Diop Michel, conseiller territorial, a été condamné par la justice de paix de Kolda à un an de prison pour usage abusif de biens et du crédit d'une coopérative* » (ANS 17G541 (144) 1955). « Diop Michel » purgea sa peine à Gorée. Cet emprisonnement mit fin à la carrière politique d'un homme « *adulé par les populations* » [Entretien avec Charles Olympe Cissé 2005]. Cette éviction de Diop Michel du champ politique fut perçue comme une sorte de complot politique ourdi par ses adversaires comme Yoro Kandé [Entretien avec Yoro Pira Baldé 2004]. Pour ce dernier, il était clair que Amadou Michel Diop n'était pas un autochtone et ne disposait pas en conséquence de la légitimité pour représenter, et encore moins pour défendre les intérêts des Peuls du Fuladu⁷. C'est fort de toutes ces considérations que la rivalité politique entre les deux protagonistes du BDS à Kolda revêtit une forte intensité. Après sa déchéance au plan politique, Amadou Michel Diop joua discrètement le rôle de sage conseiller

politique auprès du jeune greffier, Demba Koita, nouvellement entré sur la scène politique.

Yoro Kandé⁸ ou les Peuls d'abord...

Contrairement à Diop Michel, Yoro Kandé, qui naquit en 1927 à Thiafféna, dans le canton du Patim-Kibo (Dabo, Kolda), dut son ascension politique à sa scolarisation et à son appartenance à la communauté peule du Fuladu. Ici, comme c'était souvent le cas en Afrique Occidentale Française, ce sont les instituteurs, « ces mangeurs de craie », qui furent au-devant de la lutte politique (Hézéquel 2005). Titulaire d'un diplôme de moniteur des écoles, Yoro Kandé servit d'abord à Bignona en 1945, puis à partir de 1947, il fut muté à Sédhiou comme surveillant au cours normal de cette localité.

À l'instar de Amadou « Diop Michel », c'est à Sédhiou que le jeune enseignant prit goût à la politique et fréquenta Ibou Diallo. Sédhiou, à cette époque, était un véritable centre de bouillonnement intellectuel et politique. Il adhéra dès les premières heures à l'idée de la création du MFDC. « *En tant que jeune instituteur, j'avais les mêmes aspirations que les Ibou Diallo, je me battais pour représenter les Peuls de Kolda et de Vélingara.* » [Entretien avec Yoro Kandé 2002] Ayant adhéré au MFDC et devenu le chargé à l'organisation, Yoro Kandé refusa de militer au BDS à sa création. De Sédhiou où se forgèrent véritablement sa conscience politique et son désir de participer au combat politique de la Casamance, Yoro Kandé entreprit de propager les idées du MFDC auprès des populations peules, lesquelles étaient pour la plupart réceptives au discours de leurs leaders. Pour les Peuls de Kolda, « Certains leaders politiques du Fuladu comme Yoro Kandé faisaient partie des membres fondateurs du MFDC qui avait pour vocation de porter les revendications de la population, de lutter contre la marginalisation, et d'exiger la reconnaissance, l'égalité vis-à-vis des nordistes, et le désenclavement » [Entretien avec Samba Ndiaye Baldé 2016]. Il ressort de cette affirmation que la prise de conscience de la marginalisation économique de la Casamance par rapport au reste du Sénégal était très tôt présente et vivace dans l'esprit des populations casamançaises, notamment celles du Fuladu. Ce qui justifiait pour elles l'adhésion et le soutien aux leaders politiques de la Casamance qui avaient créé, dès 1947, le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (Manga 2012).

L'adhésion au MFDC reposait d'abord sur une aspiration profonde pour le jeune instituteur à représenter son ethnie, son cadre identitaire de référence, mais il demeurait surtout convaincu que seul l'engagement politique pouvait lui offrir l'occasion de défendre les intérêts de sa communauté d'origine et de lutter contre les travaux forcés et les corvées auxquels les populations

peules du Fuladu étaient soumises. Au sein du MFDC, Yoro Kandé mit son intelligence et son énergie au service du développement du mouvement dans toute la Casamance. Le clivage générationnel qui le séparait des personnages d'envergure comme Ibou Diallo et Émile Badiane ne fut point un obstacle pour le jeune leader politique de la Haute Casamance. Il reçut d'ailleurs le soutien d'Ibou Diallo dans la compétition politique à Kolda.

À partir de 1955 et à la suite des déboires judiciaires du conseiller territorial Amadou Michel Diop, par ailleurs représentant du BDS, Yoro Kandé devint le chef du BDS-MFDC dans la subdivision de Kolda. Il reçut un second mandat de conseiller territorial dans le cadre du Bloc Populaire Sénégalais (BPS). Mais l'action politique de Yoro Kandé dans la commune de Kolda rencontra des complications avec l'émergence de nouveaux leaders politiques, en l'occurrence Demba Koita.

Demba Koita, un intrus dans le champ politique

Demba Koita naquit le 1^{er} janvier 1922 à Dialambéré dans la subdivision de Kolda. Dialambéré était un village fondé par son grand-père, Habibou Koita, ancien compagnon de guerre de Moussa Molo [Entretien avec Ogo Mballo 2005]. Comme Yoro Kandé, Demba Koita entra à l'école de Médina Abdoul. Son parcours professionnel comme secrétaire des greffes le conduisit à Kaffrine, puis à Kayes (Soudan français), à Ziguinchor et à Kolda. Au tribunal de Kolda, Demba Koita acquit une notoriété sur le plan professionnel et tissa un réseau relationnel assez dense auprès des populations. De par sa position professionnelle et sa connaissance du milieu social, Demba Koita intégra la petite bourgeoisie locale composée essentiellement de commerçants, et se lia d'amitié avec certains hommes politiques, notamment Amadou Michel Diop. Il n'était pas, en réalité, préparé à entrer dans l'arène politique. C'est par un concours de circonstances qu'il se retrouva dans l'arène politique sénégalaise. En effet, au lendemain de la disgrâce d'Amadou Michel Diop, Demba Koita fut contraint par ses amis et « Diop Michel » lui-même de poursuivre le combat politique engagé, même si sa carrière dans la magistrature ne le prédestinait guère aux charges politiques.

Mais visiblement Demba Koita disposait de trois atouts majeurs : premièrement, il fut un intellectuel et un brillant fonctionnaire, qui avait réussi à gagner la sympathie de plusieurs commerçants établis dans l'escala de Kolda. Deuxièmement, Demba Koita fut un natif du terroir où ses parents et arrière-grands-parents avaient joué un rôle de premier plan dans le royaume du Fuladu⁹. Troisièmement, sa fonction de secrétaire des greffes au tribunal de Kolda avait fini de faire de lui un médiateur social dans la petite ville de Kolda et ses environs. Bien qu'il ne soit pas Peul par son nom de

famille, Demba Koita disposait de solides attaches familiales dans le terroir, parlait et comprenait parfaitement la langue peule. Il avait l'avantage d'être au-dessus du jeu des références sociales en vigueur au Fuladu et incarné surtout par Yoro Kandé. Ainsi, il fut le leader idéal qui réunissait la légitimité académique et intellectuelle et la légitimité historique pour faire face à Yoro Kandé. D'autant plus que ce dernier, selon les partisans de « Diop Michel », n'était pas étranger à la descente aux enfers de leur mentor. Mieux, tous les « étrangers » résidant à Kolda s'identifiaient à Demba Koita comme étant leur leader. Mais selon Ogo M'ballo¹⁰, l'ascension politique de Demba Koita fut liée à la longue et solide amitié qu'il tissa avec Assane Seck, qui favorisa son adhésion au Parti du Regroupement Africain (PRA-Sénégal). Avec les regroupements politiques en cours durant cette période avec la création de l'Union Progressiste Sénégalaise (UPS), Demba Koita et ses amis se lancèrent à la conquête de la commune en créant le Regroupement démocratique de Kolda au sein de la même formation.

À la lumière de ce qui précède, il y a lieu de constater que l'école coloniale influença à des degrés divers les parcours des trois protagonistes de la vie politique à Kolda. Chacun mit à profit sa position professionnelle pour élargir sa clientèle politique et porter à sa manière le combat pour la défense des intérêts des populations. Les élections pour la représentation à l'Assemblée territoriale ainsi que celles relatives à la Commune furent les champs d'expérimentation de l'exercice du pouvoir politique.

Premier test électoral des élites politiques du Fuladu (1951)

Les élections législatives de 1951 furent révélatrices de la force du BDS dans la colonie du Sénégal. Ces compétitions électorales mirent pour la première fois en avant deux listes, SFIO et BDS-MFDC, respectivement dirigées par Lamine Guèye et Léopold Sédar Senghor. En Casamance, la SFIO, force politique dominante, connaissait une double scission : la première, d'envergure nationale, conduisit à la création du BDS en 1948 ; la seconde, de dimension régionale, donna naissance au Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC).

À l'échelle de la subdivision de Kolda, la liste SFIO était conduite par Abdoulaye Diallo, celle du BDS par Amadou Michel Diop et Lamine Ba. Si les électeurs de la section SFIO de Kolda étaient pour la plupart les commerçants et la petite bourgeoisie locale, ceux du BDS se recrutaient essentiellement dans le monde rural, particulièrement dans la paysannerie¹¹. De ce fait, au niveau local, les élections législatives de 1951, bien qu'elles eussent une ampleur à l'échelle de la colonie du Sénégal, présentèrent un enjeu local très important qui révéla dans une certaine mesure l'opposition

entre citoyens dits « évolués » et monde rural. La lutte entre les deux partis dominants, la SFIO et le BDS, souleva de vives tensions à Kolda et des violences éclatèrent pendant la campagne électorale et le jour du scrutin.

Dans la subdivision de Vélingara, « une importante propagande a été faite par le BDS alors que la SFIO, certaine de son succès, n'avait pas beaucoup bougé¹² ». Yoro Kandé et Ansou Mandian, responsables politiques du MFDC à Vélingara, ont convaincu leur électorat. Le rapport politique mensuel ajoutait : « Ce parti (la SFIO) déçante dès les premières heures, car, malgré les isolements, le cultivateur malhabile laissait apercevoir un bout de billet vert ; et ceux-ci affluaient, alors que la couleur rouge ne se voyait que rarement¹³. » À l'issue du scrutin, la coalition BDS remporta largement le scrutin devant la SFIO.

Tableau : Résultats des élections législatives de 1951

Inscrits	7 797
Nombre de votants	3 114 ¹⁴
Suffrages exprimés	3 094
BDS	2 560
SFIO	486
RPF	48

Ces résultats donnaient une assise politique au MFDC-BDS en Haute Casamance, notamment à Vélingara. La victoire du BDS était, en Casamance, celle du MFDC aussi. Désormais, les représentants du mouvement jouirent d'une réputation qui leur donna l'occasion d'être les véritables interlocuteurs du monde paysan. Le parti de Senghor, à travers ses représentants au Fuladu, réussit à capter une clientèle politique à partir des réseaux à caractère ethnique et culturel. Dans sa démarche, Yoro Kandé mobilisa un électorat composé de cultivateurs, de pasteurs, d'artisans locaux appartenant en majorité à la communauté peule grâce à un discours axé sur le registre de l'ethnicité et de l'autochtonie. La quasi-totalité de nos informateurs ont confirmé ce propos : « Nous sommes les plus nombreux et nous devons diriger¹⁵ », en faisant allusion à la forte présence des Peuls dans la subdivision administrative de Kolda. Yoro Kandé réclamait surtout la fin des travaux forcés devenus insupportables pour les populations en dépit de la promulgation de la Loi Houphouët Boigny en 1946. C'est pourquoi il apparut, très tôt, comme le leader naturel des populations du Fuladu et le principal défenseur de leurs intérêts auprès des autorités administratives.

Les élites politiques à la conquête de leur premier mandat électif (1952)

Après les élections législatives de 1951, les territoires de l'AOF s'apprêtaient à participer au scrutin de l'Assemblée territoriale. Douze ans après sa création, le Conseil général avait été supprimé par le gouvernement colonial français et remplacé par l'Assemblée territoriale. Pour contenir la revendication nationaliste, les autorités coloniales mirent progressivement en place des institutions destinées à favoriser la participation politique des « indigènes » à la gestion de leurs localités. L'instauration de l'Assemblée territoriale compliqua le jeu électoral. De nouveaux enjeux déterminèrent le choix et l'orientation des électeurs.

Depuis la création du BDS en 1948, on assista dans toute la colonie du Sénégal à une accélération de la vie politique et institutionnelle. La lutte pour la représentation des populations devint un enjeu systématique de positionnement des nouvelles élites politiques. Chaque tour de scrutin devenait un moment crucial qui révélait de nouveaux leaders et façonnait de nouveaux destins. Après 1951, les changements institutionnels dus à la suppression du Conseil général et à la mise en place de l'Assemblée territoriale redonnèrent à la compétition politique toute sa dimension en AOF et en AEF. Cette nouvelle institution, où devaient siéger les cinquante futurs conseillers territoriaux, aiguïsa les appétits des responsables politiques. Dès lors, les leaders de toute obédience politique s'engagèrent à conquérir les suffrages des électeurs.

En Casamance, à la faveur de la réforme administrative consacrant l'avènement d'un cercle unique avec sept subdivisions en 1944, huit postes furent mis en compétition pour la seule circonscription électorale de Ziguinchor dont faisait partie la subdivision de Kolda. Le BDS et la SFIO proposèrent chacun une liste. Les candidats du BDS étaient Ibrahim Diallo, Émile Badiane, Robert Delmas, Édouard Diatta, Amadou Lèye Diop, Yoro Kandé, Babacar N'diaye et Djibril Sarr.

La liste SFIO était dirigée par E. H. Mamadou Dianne, Assane Diack, Abdoulaye Diallo, Magor Gaye, Lamine Daffé, Emmanuel Gomis, Khael Dia et Laurent Carvalho.

La composition des deux listes révéla le déséquilibre dans la représentation des élites en Haute Casamance. En effet, dans la subdivision de Kolda, à l'instar du reste du Sénégal, la bipolarisation SFIO/BDS se poursuivit lors du scrutin du 31 mars 1952. D'une part, il y avait le camp d'Abdoulaye Diallo, responsable local de la SFIO et, d'autre part, celui d'Amadou Lèye Diop et Yoro Kandé, adoubs par Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia. La liste SFIO était toujours dominée par les élites commerçantes et urbaines

tandis que celle du BDS fut composée majoritairement de lettrés originaires de la Casamance. De plus, la liste BDS avait l'avantage de présenter trois figures politiques originaires de la subdivision de Kolda, alors que seul Abdoulaye Diallo représentait la subdivision de Kolda sur la liste SFIO.

À l'issue du scrutin, la circonscription électorale de Ziguinchorregistra les résultats suivants : 34 180 voix pour le BDS contre 3 365 pour la SFIO sur un total de 37 672 votants, dont 37 416 suffrages valablement exprimés¹⁶. Ces élections furent remportées, une fois de plus, par le BDS. À l'échelle du territoire du Sénégal, cette victoire relégua dès lors la SFIO de Lamine Guèye au second plan. Les socialistes n'obtinrent que neuf sièges sur un total de cinquante.

En Casamance, il y eut une recomposition du paysage politique en faveur des responsables du MFDC. Cette victoire insuffla une nouvelle dynamique unitaire chez les responsables du parti régionaliste et mit en évidence leur influence et leur popularité en Casamance. Les résultats enregistrés par la coalition BDS-MFDC dans la circonscription électorale de Ziguinchor furent déterminants pour la victoire finale du BDS. Le cercle de Ziguinchor avait enregistré 92 pour cent de suffrages pour le BDS, soit le meilleur résultat du parti fondé par Léopold Sédar Senghor dans toute la colonie du Sénégal (Atlan 2001:491 ; Awenengo-Dalberto 2005:213). Le village l'emporta sur la ville. Ce fut aussi la fin de la représentation politique des anciens conseillers généraux de la Casamance.

Ces élections pour l'Assemblée territoriale consacraient le déclin de la classe politique jusque-là incarnée par Lamine Guèye et la plupart des élites urbaines. Ce triomphe politique du BDS était la conséquence de l'extension de la citoyenneté à toute la colonie du Sénégal grâce à la Loi Lamine Guèye de 1946, mais surtout à l'action politique des leaders du MFDC. « La défaite du leader socialiste fut ressentie par ses amis comme une profonde injustice du corps électoral à son égard, compte tenu des combats qu'il avait conduits dans le passé pour améliorer son sort. » (Roche 2001:131) Ce combat avait permis la recomposition de la classe politique et l'élargissement du corps électoral. Il en résulta aussi l'émergence de nouveaux pôles de pouvoir et l'avènement d'une nouvelle élite. Ces élections marquaient l'entrée de plain-pied de la Casamance et de ses élites politiques dans le territoire sénégalais. Le MFDC avait joué sa partition de fort belle manière dans la victoire même si les germes d'une scission au sein du parti régional ne tardèrent pas à apparaître (Manga 2012:95).

Dans la subdivision de Kolda, les résultats du scrutin donnèrent aux élus, pour la première fois, l'occasion de siéger dans une assemblée. Amadou Michel Diop et Yoro Kandé devinrent ainsi les premiers conseillers territoriaux de la Haute Casamance. La gestion de la victoire du BDS en

1952 entraîna très vite des remous au sein du parti, venant des élus de la Casamance. Ces derniers, qui incarnaient le nouvel espoir des populations de cette région, n'obtinrent pas de promotion dans la nouvelle assemblée et dans les instances dirigeantes du parti (Roche 2001:138).

Sous l'instigation de leurs leaders, Ibou Diallo, Émile Badiane et Édouard Diatta, les représentants de la Casamance boycottèrent le congrès du BDS tenu à Rufisque entre le 31 mai et le 2 juin 1952. Ce boycott fut couronné de succès dans la mesure où Édouard Diatta fut désigné au poste de président de la commission permanente de la nouvelle institution. Mais cela ne réglait pas définitivement les oppositions internes qui minaient les relations entre le BDS et le MFDC. Les responsables de ce mouvement avaient toujours du mal à s'imposer dans les organes du parti. Le MFDC était, aux yeux des responsables du BDS, un mouvement nécessaire à la mobilisation des masses et pourvoyeur d'électeurs. Cette marginalisation au sommet des responsables du MFDC accéléra le processus de désintégration et de sabordement du mouvement durant les années 1955 et 1956 (Manga 2012:95).

À partir de 1957, la scène politique s'élargit et s'ouvrit à de nouveaux leaders, comme Demba Koita qui, à son tour, eut l'ambition de jouer sa partition dans le combat pour la représentation des populations de son terroir. Il en résulta la naissance au Fuladu d'une communauté politique relativement homogène, mais aux trajectoires différentes.

Les élections municipales de 1958 et leurs enjeux locaux

À Kolda, la vie politique était fortement agitée à la veille des élections municipales prévues le 27 avril 1958. Ces élections mirent en jeu deux tendances issues de la même formation politique : la liste UPS de Kolda et celle du Rassemblement démocratique de Kolda. Cette dernière, conduite par Demba Koita, était une dissidence de l'UPS au niveau local¹⁷. Yoro Kandé, conseiller territorial, était le mandataire de l'UPS dans la subdivision de Kolda.

Ce choix porté sur Yoro Kandé, conseiller territorial, n'avait pas plu aux partisans de Demba Koita. Concernant les raisons de cette nouvelle dissidence, Olympe Daniel Cissé soutient :

Au retour de Ziguinchor, nous avons saisi Bouna Kane, l'administrateur du cercle, pour lui dire que nous voulions partir au PRA-Sénégal avec les responsables du MAC dont Assane Seck. Après plusieurs entretiens à Kolda et avec les responsables du parti à Dakar, notamment avec Mamadou Dia, nous décidions d'en faire un problème interne au BPS. C'est ainsi qu'on créa le Rassemblement démocratique de Kolda (RDK) en 1957 chez le vieux Diop Michel [Entretien avec Charles Olympe Cissé 2005].

Dans une déclaration officielle publiée en avril 1958, les responsables de la liste RDK justifiaient leur décision de créer une liste parallèle et concurrente à celle de la liste UPS en ces termes :

Malgré le souffle d'union apporté par nos élus lors de leur récent passage, le conseiller territorial a voulu agir en dictateur pour l'établissement de la liste des candidats aux élections municipales du 27 avril 1958. Citoyens conscients de nos droits et de nos responsabilités, nous avons été amenés à déposer notre liste sous le nom du Regroupement démocratique de Kolda (RDK). Nous sommes et restons membres du MOUVEMENT PARTI D'UNION PROGRESSISTE SÉNÉGALAISE (UPS) SECTION SÉNÉGALAISE DU PARTI DU REGROUPEMENT AFRICAÏN (PRA¹⁸).

Le RDK apparut comme une réponse à la politique dite « ségrégationniste » de Yoro Kandé et de ses collaborateurs au sommet du BDS-MFDC. De plus, la création de ce regroupement fut le résultat de cette vieille rivalité politique qui opposa Yoro Kandé à « Diop Michel » avec, pour cette fois, l'intrusion de Demba Koita et de ses acolytes.

La naissance du RDK¹⁹ fut un fait nouveau dans le jeu politique à Kolda. Elle marquait une rupture avec l'unanimité imposé par Yoro Kandé, conseiller territorial. Mais l'avènement de ce regroupement consacrait aussi la naissance d'une nouvelle classe politique dont la figure de proue était Demba Koita. Pour la première fois dans l'histoire politique de Kolda, l'UPS, parti dominant, présentait deux listes, lors de ces élections municipales, opposant légitimistes et dissidents²⁰.

L'examen de la composition ethnique et sociale des deux listes permet de constater que la liste RDK avait surtout travaillé à un équilibre ethnique. On y trouvait toutes les ethnies, toutes les confessions religieuses et toutes les tranches d'âge même si « l'engagement politique » [Entretien avec Charles Olympe Cissé 2005] était un préalable pour y figurer. En revanche, la tendance parrainée par Yoro Kandé et conduite par Oumar Diack ne tint pas suffisamment compte de la composition sociologique et de l'âge. Y figuraient des candidats d'âge avancé et n'ayant pas une grande influence sur la vie économique et sociale locale. Bâti et organisé autour des intérêts des forces et personnalités politiques en présence, le jeu des alliances exacerbait les oppositions entre les tendances politiques en compétition et rendit la campagne pour les élections municipales plus difficile.

La liste RDK, conduite par Cheikh Sidya Niang, promit, au cours de la campagne électorale, de prendre des mesures visant à améliorer l'état sanitaire de la ville de Kolda ainsi que la situation sociale de ses habitants. Dans leur profession de foi, huit points²¹ structuraient leurs mots d'ordre de campagne :

- électrification de la ville ;
- bitumage des principales artères de la commune ;
- dotation des quartiers de robinets pour la distribution d'eau ;
- confection de caniveaux pour drainer les eaux d'hivernage qui causent chaque année des dégâts importants dans les quartiers ;
- dotation de la maternité d'une ambulance pour le transport des femmes en couche ;
- augmentation du nombre de classes dans les deux écoles de la ville pour permettre la scolarisation de tous les enfants ;
- clôture et entretien des cimetières pour le respect de nos morts.

À la veille de la campagne, les responsables de la liste RDK attirèrent l'attention de l'administrateur-maire de Kolda, André Cau, sur un certain nombre de faits et gestes qu'ils reprochaient à leurs adversaires :

Il nous est revenu qu'au cours des diverses réunions qu'ils ont tenues dans la ville de Kolda, nos adversaires de la liste UPS ont proféré des paroles de menace à notre encontre. Ils auraient même déclaré publiquement qu'ils seraient prêts à endosser la responsabilité des dégâts que pourraient commettre leurs troupes, à savoir frapper nos responsables et électeurs, incendier nos cases et saboter nos réunions et faire venir de l'intérieur de la subdivision des troupes de choc pour saboter les élections. Nous attirons respectueusement votre attention sur le fait qu'un projet de truquage des élections est en cours. Nos adversaires envisagent de faire voter en masse des gens qui n'habiteraient pas le territoire de la commune ANS 11D1/217).

Même si ces accusations furent démenties par les adversaires, cette lettre permit à l'administration locale de mesurer tout l'enjeu des élections et de prendre en conséquence les dispositions adéquates pour sécuriser à la fois le vote et les électeurs. Toutefois, les autorités administratives ne jouèrent pas la carte de la neutralité. En effet, « elles étaient plus proches de nous dans la mesure où Bouna Kane était aussi un étranger dans la subdivision » [Entretien avec Charles Olympe Cissé 2005]. Cette affirmation révèle à quel point les élites politiques de cette époque avaient été habitées par cet esprit de discrimination et son ancrage dans le jeu politique.

Ainsi furent créés dans la commune de Kolda trois bureaux de vote installés respectivement à la résidence, au centre culturel et à l'école de Saré Moussa. Mais la configuration de la circonscription électorale laissait apparaître deux sections d'inégale importance : dans la première, on dénombrait 1 736 inscrits sur la liste des électeurs, dans la deuxième 246, soit un total de 2 582 inscrits (ANS 11D1/217²²). Ces élections, auxquelles Yoro Kandé ne prit pas part, puisque n'étant pas un résident de la commune, montrèrent l'influence de l'élite

commerçante et des « évolués » dans la petite cité. Sur les raisons de son absence sur la liste UPS lors de cette élection, Yoro Kandé précise : « *Je n'étais pas intéressé par la mairie. Car il n'y avait pas beaucoup de Peuls à Kolda. Ma base politique se trouvait dans le monde rural* » [Entretien avec Yoro Kandé 2002]. Cette précision montre, en partie, la dimension « ethniciste » de sa politique et le caractère rural de son électorat, sources de ses inimitiés avec les leaders politiques et habitants de la commune de Kolda. Malgré les fortes oppositions politiques entre les deux tendances, les élections se tinrent dans le calme et la paix dans la ville de Kolda.

Au terme du scrutin, la commission de recensement du vote pour les élections municipales proclama les résultats suivants : la liste RDK, à la tête de laquelle figurait Niang Cheikh Sidya, remporta les élections sur celle dirigée par Diack Omar²³.

À l'issue des élections municipales, Cheikh Sidya Niang et Demba Koita furent respectivement élus premier et deuxième adjoints au maire²⁴. Babacar Diop, adjoint au chef de subdivision, exerçait en même temps les fonctions d'administrateur-maire de la commune de Kolda²⁵. La victoire de la liste RDK donna la prééminence politique à Demba Koita dans la commune, alors que Yoro Kandé, conseiller territorial, était le responsable politique le plus populaire dans le monde rural. Pour preuve, il avait toujours remporté les élections de la Société de la mutuelle pour le développement rural (Kandé 2006:61). L'absence de Yoro Kandé s'explique par sa volonté d'« exercer son leadership dans le monde rural [...] et d'apparaître aux yeux des responsables nationaux de l'UPS comme le leader qui a fait perdre le parti » (Kandé 2006: 61). En fait, au-delà de la bonne préparation de ces élections, les responsables du RDK avaient bénéficié de la complicité des autorités administratives locales et du soutien des grands commerçants installés dans l'escale de Kolda. Face à la politique « ségrégationniste » instaurée par Yoro Kandé et ses partisans, ces derniers avaient mis les moyens matériels et financiers nécessaires²⁶ pour permettre aux mandataires de la liste RDK de mener une campagne bien organisée et de convaincre l'électorat de la commune.

Ces élections, même si elles ne marquèrent pas la fin de règne de la première génération de politiques incarnée par Amadou Michel Diop, Yoro Kandé, Abdoulaye Diallo, Ahmadou Lamine Bâ, constituèrent un tournant dans le jeu de recomposition et de renouvellement des élites au sein de l'arène politique locale. Tout compte fait, Yoro Kandé continua d'assumer pleinement ses responsabilités parlementaires au niveau national et au sein de l'UPS jusqu'en 1963, année au cours de laquelle il fut exclu de l'UPS. Auparavant, il fut nommé par décret, en 1961, premier maire tandis que son rival Demba Koita, qui réintégra définitivement l'UPS, devint le premier maire élu en 1963 (Entretien avec Boris Diallo, ancien maire par intérim de Kolda).

Conclusion

Le Fuladu fut au rendez-vous de toutes les compétitions politiques et électorales au Sénégal, dans la période qui suivit la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1952, il envoya ses premiers représentants élus, Amadou Lèye Diop, dit « Diop Michel », et Yoro Kandé, à l'Assemblée territoriale. Jusqu'en 1958, ils furent les figures politiques de premier plan de la vie politique à Kolda. Si Yoro Kandé, Demba Koita, Fodé Fanné et Ansou Mandian incarnaient le groupe des « évolués » et des fonctionnaires, Amadou Lèye Diop, Abdoulaye Diallo, Amadou Lamine Ba étaient des commerçants reconvertis en responsables politiques suivant les fluctuations de la conjoncture. C'est pourquoi ces nouvelles élites symboliques (Rocher 2002:139²⁷) aux trajectoires différentes luttèrent ardemment pour occuper les postes de responsabilité et sauvegarder les intérêts des populations et ceux de leur groupe d'appartenance dans le cadre global de la lutte pour l'indépendance du Sénégal.

Dans la mémoire collective des Koldois, Yoro Kandé laissa l'image du leader politique attaché à la défense des intérêts des populations peules. Il acquit aussi sa bonne réputation grâce à son combat contre les travaux forcés et sa lutte pour une reconnaissance des Peuls dans le champ politique. Cette première génération de leaders de l'arène politique moderne s'affirma, dans un contexte difficile de conquêtes des libertés et de positionnement au sein de la Casamance d'abord, et au Sénégal ensuite, pour l'intégration effective de leur terroir dans l'espace national.

Notes

1. Le Fuladu, ancien royaume de Alpha Molo et de Moussa Molo, correspond ici à l'entité géographique dénommée Haute Casamance qui couvre l'actuelle région de Kolda.
2. Dans sa thèse, Céline Badiane Labrune (2008:177) montre comment l'école devint à partir des années 1950 un enjeu politique pour les nouveaux conseillers territoriaux de la Casamance.
3. Cet article n'a pas pour ambition de faire le bilan des réalisations des leaders politiques dont il est ici question. Un autre travail de recherche en cours reviendra largement sur ces aspects et leur héritage politique.
4. Selon Mountaga Dia, l'appellation de « Michel » de Amadou Diop renvoyait au prénom d'un des patrons blancs établis à Ziguinchor (entretien 14 mai 2010).
5. Selon ses compagnons politiques et des membres de sa famille, dont son fils aîné Sassoum Lèye Diop, homonyme de son père, « Diop Michel » accueillait souvent beaucoup d'étrangers et des clients qui lui étaient fidèles à son domicile familial.
6. Ses proches, notamment son fils Sassoum Lèye Diop, soutiennent ne pas avoir eu connaissance de ce détournement et de son incarcération à Gorée.

7. Ce sentiment xénophobe était aussi observé chez les vieux Diolas catholiques de Bignona partisans de Émile Badiane. Lire à ce sujet les travaux de Philippe Méguelle et de Mohamed Lamine Manga.
8. Sur plus d'informations sur son parcours scolaire, professionnel et son combat politique, je renvoie le lecteur à Sow M.M. « A lavmarge de l'Etat colonial et postcolonial au Sénégal : Yoro Kandé et la construction d'un leadership politique au Fuladu (Haute Casamance), 1945-1963 », in *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines, ETHOS, Nouvelle série, n°48*, 2018, pp. 115-137.
9. Selon Ogo M'ballo, Habibou Koita, grand-père de Demba Koita, est un fidèle lieutenant de Moussa Molo, ancien roi du Firdou.
10. Ogo M'ballo, notable à Kolda, a rédigé un manuscrit de 6 pages sur la vie et l'œuvre de Demba Koita daté du 31 décembre 2008. Ce texte, qui se fonde essentiellement sur des enquêtes orales qu'il a menées, permet, malgré certaines erreurs, d'avoir des informations utiles sur le parcours scolaire et politique de Demba Koita.
11. Entretien avec Abdoulaye Diallo, Kolda le 16 mai 2016.
12. ANS, 2G51/105 : rapport politique annuel, Vélingara, 1951.
13. ANS, 2G51/105 : rapport politique annuel, Vélingara, 1951.
14. Entretien avec Samba Ndiaye Baldé, Kolda le 21 mai 2016.
15. Entretien avec Samba Ndiaye Baldé, Kolda le 21 mai 2016.
16. ANS, 20G68 (17) : résultats des élections aux assemblées territoriales, 1952
17. Les entretiens que nous avons eus avec certains notables, dont Boris Diallo, persistent à souligner que Demba Koita avait rejoint le PRA-Sénégal. Il existe une confusion dans la mesure où on oublie souvent que l'UPS était une section sénégalaise du PRA-Sénégal.
18. Profession de foi du Regroupement démocratique de Kolda (RDK) lors des élections du 27 avril 1958.
19. Il est curieux que ce regroupement n'ait pas été mentionné par la plupart de nos informateurs. Cela explique-t-il la spontanéité du mouvement et son envergure de moindre ampleur ?
20. Composition des listes : la liste légitimiste comprenait : Omar Diack, Babayel Diop, Telliye Diallo, Demba Poulo Baldé, Mamadou Samba Diallo, Ibrahima Diallo, Sidy Kandé, Oudousse Ba, Boubacar Diaité, Arona Kandé, Kéba Diaité, Abdoulaye Diallo, Niokhor N'diaye, Edouard Diatta, Babacar M'Baye, Moustapha N'Diaye. La liste RDK, dissidente, était constituée de : Demba Koita, Cheikh Sidiya Niang, Fodé Fanné Mamadou Seydi, Abdoulaye N'dao, Olympe Cissé, Mara Cokissy, Mamadou Salif Diallo, Babacar N'diaye, Baba Handane, Mamadou Oury Diallo, Bassirou Bâ, Alioune Sané.
21. Les points soulevés dans cette profession de foi du RDK continuent encore aujourd'hui de figurer en bonne place dans les programmes des listes en compétition pour le contrôle de la commune de Kolda. C'est avec le programme « indépendance 2006 », que la commune de Kolda a obtenu le bitumage de plusieurs axes de la ville.

22. Voir aussi Kandé (2006) qui revient avec des détails intéressants sur l'organisation et les résultats par bureau de ces élections municipales.
23. Selon N'diaye Babacar, le choix de porter Niang Cheikh Sidya à la tête de leur liste était un choix stratégique dans la mesure où leur principal leader, Demba Koita, pour des raisons professionnelles, se trouvait au Soudan.
24. Dans un récent entretien avec Boris Diallo, instituteur à la retraite et ancien secrétaire municipal à la Mairie de Kolda, la liste RDK, victorieuse, n'eut jamais l'opportunité d'exercer son mandat.
25. En dépit de la victoire de la liste RDK, le bureau ne fut pas validé par l'autorité administrative. Faute de documentation suffisante, nous n'arrivons pas à apporter des éclaircissements sur cette période tumultueuse de la vie politique koldoise.
26. Charles Olympe Cissé, au cours de notre entretien, a sans citer de nom affirmé que ce sont les commerçants installés qui ont mis les moyens matériels et financiers à leur disposition puisque le Parti les avait abandonnés au profit de la liste des partisans de Yoro Kandé.
27. Selon Guy Rocher, par élites symboliques il faut entendre qu'« il s'agit de personnes ou de groupes qui se présentent ou qu'on présente comme des prototypes de certaines manières de vivre, de faire, de penser, ou qui incarnent certaines qualités, certaines valeurs ».

Références

Sources d'archives

- ANS, 2G51/105 : rapport politique annuel, Vélingara, 1951.
ANS, 2G51/105 : rapport politique annuel, Vélingara, 1951.
ANS, 20G117 (144) : élections territoriales du 30 mars 1952.
ANS, 20G68 (17) : résultats des élections aux assemblées territoriales de 1952.
ANS, 17G541 (144) : télégramme du gouverneur du Sénégal au gouverneur général de l'AOF, 20 janvier 1955.
ANS, 11D1/217 : affaires économiques, renouvellement des membres de la SMDR : élections, disparitions des stocks d'arachides à Médine-Pakane. Taxes des cercles, 1935-1960.
ANS, 11D1/217 : télégramme de l'administrateur-maire Cau au gouverneur du Sénégal.

Sources orales

- Entretien avec Charles Olympe Cissé, notable, Kolda le 13 août 2005.
Entretien avec Babacar Ndiaye, Kolda 2005.
Entretien avec Yoro Kandé, Kolda le 22 septembre 2002.
Entretien avec Abdoulaye Diallo, Kolda le 16 mai 2016.
Entretien avec Samba Ndiaye Baldé, Kolda le 21 mai 2016.
Entretien avec Ogo Mballo, Kolda le 12 juin 2005.

Entretien avec Yoro Pira Baldé, Kolda le 22 janvier 2004.

Entretien Mountaga Diao, Kolda 14 mai 2010.

Entretien avec Sassoum Lèye Diop, fils de « Diop Michel », Dakar janvier 2011.

Entretien avec Boris Diallo, instituteur et ancien maire par intérim de Kolda, 28 août 2018.

Bibliographie

- Atlan, C., 2001, Élections et pratiques électorales au Sénégal (1940-1958). Histoire sociale et culturelle de la décolonisation, Th. de doctorat, EHSS, p. 135.
- Awenengo-Dalberto, Séverine, 2005, Les Joola, la Casamance et l'État (1890-2004). L'identification joola au Sénégal, Université Paris VII, Th., Histoire, 1 050 p.
- Benoist J. R de, 1994, *L'Afrique Occidentale Française de 1944 à 1960*, Dakar, NEA.
- Benot Y., 1989, *Les députés africains au Palais Bourbon de 1914 à 1958*, Editions Chaka, coll. Afrique Contemporaine, Ibrahima Kake, Vol.4.
- Fanchette, Sylvie, 2001, « Désengagement de l'État et recomposition d'un espace d'échange transfrontalier : la Haute-Casamance et ses voisins », *Autrepart*, Presses de Sciences Po 2001/3, n° 19, p. 91-113. Version électronique à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-3-page-91.htm>
- Hézéquel, J. H., 2005, « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945). Des « meneurs de galopins » dans l'arène politique », *Cahiers d'études africaines* 2005/2, 178, p. 519-544. Cet article est disponible en ligne à l'adresse : http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_178&ID_ARTICLE=CEA_178_0519
- Kandé, A., 2006, La vie politique à Kolda de 1952 à 1978, mémoire de maîtrise, Histoire, UCAD.
- Labrune-Badiane, Céline, 2008, *Processus de scolarisation en Casamance : rythmes et logiques (1860-1960)*, Université Denis Diderot-Paris 7. Version électronique, 419 p.
- Manga, Mohamed L., 2012, *La Casamance dans l'histoire contemporaine du Sénégal*, Paris, L'Harmattan, Coll. Études africaines.
- N'gaidé, Abdarrahmane, 1997, Le royaume peul du Fuladu, l'esclave, le marabout et le colon. Th. de 3^e cycle, Histoire, UCAD de Dakar, 226 p.
- Roche, C., 2017, *La Casamance face à son destin*, Dakar, L'Harmattan, coll. Etudes africaines, Séries Régions, 194p.
- Roche, C., 2001, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance, 1939-1960*. Paris, Karthala, p. 131.
- Rocher, G., 2002, *Introduction à la sociologie générale. Le changement social*, Paris, Points, T. 3.